

Consultation publique sur l'évolution des places de marché gaz en France

Réponse de Dunkerque LNG

22 juin 2012

Question 1 : Jugez-vous souhaitable de poursuivre la consolidation des PEGs ? Pensez-vous que le maintien de la structure actuelle des PEGs est une option envisageable ?

Dunkerque LNG fait le constat que la France reste à ce jour le seul pays d'Europe importateur de GNL où coexistent trois zones d'équilibrage, ce qui nuit très fortement à son attractivité et donc son développement.

Dunkerque LNG, en tant que nouvel opérateur d'une infrastructure d'importation de GNL fournisseur d'un service pour des expéditeurs, en compétition avec d'autres places de marché, estime indispensable de poursuivre la consolidation des PEGs seule à même de renforcer la liquidité du marché et donc son intérêt pour des expéditeurs.

Il est aujourd'hui indispensable d'engager la création d'une grande zone France, en cohérence avec les orientations prises au niveau européen.

A cet égard, Dunkerque LNG ne souhaite pas que perdure la structure actuelle des PEGs .

Question 2 : Etes-vous favorable à l'harmonisation des procédures et des systèmes d'information de GRTgaz et TIGF liés à ces évolutions ? Pensez-vous souhaitable que les deux GRT français adhèrent à la plate-forme commune de commercialisation des capacités annoncée en avril 2012 ?

Dunkerque LNG est favorable à l'harmonisation des procédures entre les opérateurs de transport. Il lui paraît souhaitable que TIGF puisse adhérer à l'initiative des 16 autres opérateurs européens de création d'une plate-forme commune de commercialisation des capacités annoncées en avril 2012 et à laquelle s'est associé GRTgaz.

Question 3 : Que pensez-vous des conclusions de l'étude KEMA ? Partagez-vous l'analyse de la CRE ?

L'étude menée par KEMA a permis de montrer l'ampleur des contraintes physiques existantes sur le réseau selon différents scénarios. Il apparaît une congestion structurelle importante en été dépendant de nombreuses hypothèses. Le niveau de congestion retenu dans l'étude est donc par nature incertain, soumis qui plus est à la quantité de GNL qui sera effectivement expédiée sur le réseau dans le futur, qui elle même dépend des conditions du marché du GNL. A titre d'exemple sur la base de la différence de prix observée entre l'Asie et l'Europe aujourd'hui, le coût annuel de levée des congestions doublerait par rapport à celui retenu dans l'étude KEMA. Le montant maximal annuel de 500 M€ retenu par la CRE dans le document de la consultation pourrait être franchi.

Compte tenu de l'importance des congestions à lever, Dunkerque LNG considère qu'une solution de fusion basée sur des mécanismes contractuels et ce même de manière transitoire présente un risque important en termes de coûts qui ne permet pas de donner un signal tarifaire stable et donc la visibilité attendue pour le développement d'une place de marché.

La CRE indique qu'il serait nécessaire d'appliquer certaines mesures afin de limiter les risques. Dunkerque LNG se permet de souligner que l'obligation de réponse à des appels d'offres qui pourrait être faite aux expéditeurs détenant des capacités aux points d'entrée est à prendre avec prudence puisque la détention de capacités ne signifie pas une détention de gaz. En conséquence, les expéditeurs pourraient avoir à acheter ce gaz à des prix très élevés, aucun montant annuel maximal ne pourrait être garanti avec la mise en place d'une telle solution.

Par l'incertitude sur les coûts à attendre chaque année et donc les montants qui seraient finalement portés par les clients sur plusieurs années, Dunkerque LNG rejette l'idée d'une fusion fondée uniquement sur des mécanismes contractuels et ce même de manière transitoire. En outre, l'absence de visibilité qu'elle apporterait nuirait à l'engagement de nouveaux expéditeurs et donc au développement de la concurrence qui est un des objectifs recherchés.

Question 4 : Dans le contexte actuel, jugez-vous pertinent d'engager des investissements d'une telle ampleur au regard des bénéfices attendus ?

Dunkerque LNG considère que la seule solution robuste et certaine pour fusionner les zones Nord et Sud est celle fondée sur les seuls investissements. Elle permet de garantir la disponibilité des capacités quels que soient les schémas de flux et les conditions de marché, tout en apportant stabilité et visibilité sur les coûts.

Le montant des investissements est important mais il doit être relativisé au regard des bénéfices à long terme escomptés notamment compte tenu des différences de prix de marché entre le Nord et le Sud constatés ces derniers mois et qui pourraient persister. Par ailleurs, il offre un degré de certitude à l'horizon 2020 beaucoup plus élevé que toute solution basée sur des mécanismes de marché par définition imprévisible.

Question 5 : Quel jugement portez-vous sur la solution proposée par GRTgaz associant investissements et mécanismes contractuels ?

La solution présentée par GRTgaz associant un investissement au niveau de l'artère de Bourgogne permettrait de réduire de 75 % le niveau des congestions, qui pourraient alors être levées par des mécanismes contractuels de court terme.

Cette solution n'est toutefois pas complètement insensible aux hypothèses d'utilisation des stockages et des volumes de GNL in fine expédiés à Fos sur le réseau français, elle ne présente donc pas la même robustesse que la solution basée sur des investissements.

Dunkerque LNG considère que cette solution peut toutefois être mise en œuvre, de façon transitoire en attendant que tous les investissements soient réalisés pour la mise en place d'une fusion robuste et pérenne.

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la création d'un PEG commun GRTgaz Sud -TIGF?

Dunkerque LNG estime que la mise en place d'un PEG commun GRTgaz Sud-TIGF est possible. Cependant, au regard du faible intérêt que cela présente pour le renforcement de l'attractivité du marché français avec moins de 3 Gm3 /an, il ne doit pas être envisagé en dehors d'une décision de fusion des zones GRTgaz Nord et Sud qui seule est à même de donner au marché français l'attractivité et la place qu'il devrait avoir.

Question 7 : Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG unique GRTgaz Nord et Sud ? Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une solution alternative à la création d'un PEG commun GRTgaz Sud et TIGF ou une première étape avant ce PEG commun ? Dans cette hypothèse, comment traiter la coexistence éventuelle d'un prix nul pour la capacité court terme avec le prix actuel de la capacité ferme réservée à long terme à l'interface GRTgaz Sud-TIGF ?

Dunkerque LNG ne considère pas que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG unique, que ce soit entre GRTgaz Nord et GRTgaz Sud ou entre GRTgaz Sud et TIGF.

Question 8 : Partagez-vous l'analyse comparée de la CRE des différentes options envisageables ?

DUNKERQUE LNG partage l'analyse de la CRE sur les risques intrinsèques d'une solution reposant sur des mécanismes contractuels. Cette option doit être rejetée.

Sans avoir tous les éléments pour apprécier l'analyse de la CRE, il semble pour Dunkerque LNG que le coût par MWh qui résulterait de la fusion totale par investissement demeure assez faible au regard de la facture du consommateur, qui par ailleurs devrait profiter d'un marché plus liquide. Et donc tirer potentiellement des bénéfices compensant le coût supplémentaire.

Toutefois eu égard à la mise en œuvre de la solution investissement qui ne pourrait intervenir au mieux avant 2020, Dunkerque LNG estime nécessaire de décider la solution mixte proposée afin que la création d'une seule place de marché par la fusion des PEG Nord et Sud soit effective en 2018. Mais cette solution mixte ne pourrait être que transitoire avant la mise en œuvre de la solution investissement totale.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE ? Pensez-vous que le maintien du PEG TIGF soit envisageable à long terme ? Pensez-vous que le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol soit une option réalisable à court ou moyen terme ?

Le maintien du PEG TIGF n'est pas souhaitable à long terme.

Avant d'envisager un rapprochement avec le marché espagnol, Dunkerque LNG considère qu'il est important de donner la priorité à la constitution d'une place de marché nationale unique.

Question 10 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les options cibles envisageables ? Laquelle des trois cibles a votre préférence ?

Dunkerque LNG considère que la cible du marché doit être la constitution d'un PEG France unique regroupant les trois PEGs actuels.

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'une évolution rapide de la structure du marché ? Pensez-vous nécessaire que les premières évolutions interviennent au plus tard en 2015 ?

Dunkerque LNG considère qu'il est crucial pour l'attractivité du marché français vis à vis des autres places importatrices de GNL en Europe que le signal d'une évolution de la structure du marché français puisse être rapidement donné. Toutefois, Dunkerque LNG estime que la seule mise en œuvre de mécanismes contractuels à partir 2015 nuirait à l'atteinte de l'objectif final de réalisation d'une fusion robuste et pérenne par l'incertitude qu'elle engendrerait.

Question 12 : Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE sur les évolutions possibles au 1er avril 2015 ? Laquelle des deux options à votre préférence ? Dans le cas du PEG GRTgaz unique, faudrait-il décider simultanément de la mise en place d'un couplage de marché entre GRTgaz Sud et TIGF ? Dans le cas du PEG commun GRTgaz Sud - TIGF, faudrait-il lancer simultanément les études pour le doublement de l'artère de Bourgogne ?

La seule évolution possible au 1^{er} avril 2015 est la constitution du PEG commun GRTgaz Sud – TIGF.

Mais dès à présent les études doivent être lancées pour le doublement de l'artère de Bourgogne et les investissements décidés de façon à fusionner les zones Nord et Sud en 2018 sur la base de l'approche mixte proposée par GRTgaz en s'inscrivant dans une vision un peu plus lointaine de la mise en œuvre d'une solution investissements.

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques à formuler ?
--

Les décisions récentes d'investissement de renforcement du réseau principal de GRTgaz Eridan, puis Arc de Dierrey et Hauts de France et connexion avec la Belgique suite à la décision de construction du terminal de Dunkerque LNG, sont des décisions à temps de retour sur investissement long qui permettent désormais d'envisager une structure du réseau de transport pérenne répondant à l'ambition de création d'un marché français unique attractif et de combler ainsi son retard vis à vis des autres places de marché du Nord Ouest Europe.

L'investissement qui assurera la fusion des zones GRTgaz Nord et Sud parachèverait cette structure de réseau.

Au regard du temps d'études et de réalisation des ouvrages, il importe désormais ne plus repousser les décisions qui permettront sa mise en œuvre au plus tôt.